



## **Déclaration FSU au CSA-SD du lundi 25 mars 2024**

La FSU Aube a boycotté le Conseil Social d'Administration Spécial Départemental qui devait se tenir le lundi 25 mars 2024 pour présenter les moyens du second degré dans les collèges pour la rentrée scolaire 2024.

Les raisons de cette action et notre colère sont nombreuses :

La répartition des moyens des collèges redevient une prérogative départementale alourdissant la charge de travail des services de la DES sans qu'aucun moyen supplémentaire ne leur soit donné.

Cette année encore, malgré les annonces contradictoires des Ministres, du premier Ministre et du Président Macron, notre département va perdre à nouveau des postes d'enseignants et de CPE dans le second degré. Des niveaux sont annoncés à 30 en collège et à 36 en lycée. Nous rappelons que la France détient le triste record en Europe du nombre d'élèves par classe en collège, même l'enquête PISA le soulignait.

La dimension vexatoire des formations en dehors des heures de face-à-face pédagogique, laissant à penser que les enseignant-es auraient du temps libre, prend de l'ampleur avec depuis quelques temps, des injonctions autoritaires et des intimidations.

En pleine crise d'attractivité, ces formations intensifient la charge de travail, nient toutes les missions invisibles des collègues et aggravent les inégalités entre les femmes et les hommes.

De plus, l'impréparation de la rentrée, le grand flou voire la cacophonie interrogent et inquiètent beaucoup sur le réel pilotage de l'Éducation Nationale.

Après une succession d'annonces contradictoires, les textes piliers du « choc des savoirs » sont parus au Journal officiel.

Ils confirment une réforme qui va maltraiter les collègues de Français et de Mathématiques dont la liberté pédagogique est bafouée, qui va malmener les directions qui devront bousculer les edt de tous les collègues, qui suppriment des nombreux dispositifs et dédoublements dans toutes les disciplines et qui va étiqueter les élèves dès l'âge de 11 ans instaurant ainsi une école de l'assignation sociale, une école qui forme une élite, une école qui doit trier et stigmatiser.

Cet état d'esprit se retrouve dans le premier degré avec les évaluations dans tous les niveaux, le pilotage des écoles par ces mêmes évaluations, la labellisation des manuels scolaires (ce qui n'est jamais arrivé hormis sous le régime de Vichy) qui entrave la liberté pédagogique, la protocolisation des pratiques, les énièmes changements de programmes, les injonctions à appliquer des annonces médiatiques en dehors de tout cadre...

Ce qui inquiète le plus, c'est que comme d'habitude désormais, faisant mine de concertation, de mise en œuvre de « dialogue social », c'est encore le mépris le plus total qui est opposé à la profession.

Gabriel Attal, auto-désigné seul maître à bord, joue d'autorité et passe en force contre le bon sens, contre l'avis unanime des organisations syndicales de personnels enseignants et non-enseignants dont les personnels de Direction et les inspecteurs, des fédérations de parents d'élèves, des chercheurs ... contre l'intérêt de nos élèves surtout.

En érigeant aussi l'uniforme et le SNU au rang de priorités politiques et budgétaires, le gouvernement fait un choix clair : celui d'une École du tri social, d'une école passéiste et conservatrice.

Ces choix placent l'École publique à un point de bascule : elle est au bord de l'effondrement car elle manque de moyens, peine à recruter des personnels titulaires qu'elle sous-payent et déconsidèrent par la suite ... et tourne maintenant le dos à l'ambition de faire réussir tous les élèves.

La FSU dénonce cette sape organisée du service public d'Éducation nationale, et demande d'autres politiques éducatives et d'autres moyens pour une École Publique qui puisse réellement mener à bien ses missions de lutte contre les inégalités, de réussite et d'émancipation de tous nos élèves.

Elle soutient toutes les initiatives de protestation et d'actions contre cette casse de notre École, dont la grève du mardi 2 avril, et exigent de Madame la Ministre de l'Éducation nationale (de Monsieur le Premier Ministre ? De Monsieur le Président de la République ?) un autre cap, construit et partagé par l'ensemble de la communauté éducative.

Notre École, c'est nous qui la faisons au quotidien, c'est nous qui la portons, qui portons ses valeurs et nous comptons bien continuer à œuvrer en ce sens.

Les représentants FSU au CSA-SD de l'Aube